L'Afrique face au changement climatique : le nexus climat/démographie/santé/conflits en débat »

Propos introductifs par Roland Pourtier

Le débat d'aujourd'hui a une histoire singulière. En décembre 2024, paraissait dans la livraison de la revue Hérodote consacrée au dérèglement climatique, un article que j'avais intitulé : « L'Afrique face au changement climatique : un *deus ex machina* trompeur »[1]. Cet article, diffusé auprès de tous les Académiciens, a eu un certain écho.

Jean-Marc de la Sablière, Président du groupe Afrique, me sollicita pour que j'en présente l'argumentaire lors d'une de nos réunions et contacta Marc Gentilini afin qu'il participe à cette réflexion en présentant les conséquences du changement climatique en Afrique sur la santé des populations.

Parallèlement, Denis Deschamps proposait un débat plus général, dans le cadre des Jeudis de La Pérouse, portant sur les questions soulevées dans cet article. Il m'apparut dès lors raisonnable de fusionner les deux initiatives, puisque l'intérêt manifesté pour la problématique du climat dépassait largement le cercle du groupe Afrique.

Je remercie nos deux confrères, Marc Gentilini et Denis Deschamps, ainsi que Géraud Magrin, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, d'avoir accepté de présenter une communication pour nourrir la réflexion. Chères consoeurs, Chers Confrères, je vous remercie pour votre participation

[1] Roland Pourtier, « L'Afrique face au changement climatique : un *deus ex machina* trompeur », *Hérodote* 195, 4ème trim. 2024, pp. 183-200.

à un débat qui me paraît important par les questions à la fois méthodologiques, épistémologiques et politiques qu'il pose.

Il ne s'agit pas, ici, d'analyser en tant que tel les changements climatiques affectant le continent africain. Cela nécessiterait un colloque dépassant de loin les capacités de notre académie. Par ailleurs, les observations et les projections à l'échelle d'un continent de 30 millions de km2 présentent un intérêt limité. Elle se résument souvent à des généralités : augmentation des températures et de la fréquence des épisodes extrêmes, sécheresses prolongées ou inondations brutales, cyclones dévastateurs. La marge d'incertitude des modèles prédictifs, principalement ceux du GIEC, est par ailleurs proportionnée aux lacunes des données météorologiques, malgré des progrès considérables dans l'observation (veilles satellitaires) et la prévision[2].

Il s'agit plutôt de s'interroger sur les transformations économiques, démographiques, sanitaires, sociales, politiques liées aux changements climatiques. Ou plus exactement de s'interroger sur le **nexus** qui lie les uns aux autres ces différents paramètres, en dénonçant les déterminismes simplistes, celui caricatural qui a longtemps expliqué les retards de l'Afrique par un climat chaud et débilitant, ou celui qui subsiste insidieusement dans maints propos simplifiés, sinon déformés, que véhiculent médias et réseaux sociaux.

Cette réflexion m'est apparue salutaire, en réaction à un discours ambiant qui attribue, quasi mécaniquement, la responsabilité de toutes sortes d'événements affectant le continent africain au « changement climatique ». C'est assez commode et cela permet de surcroît de culpabiliser les pays du Nord, accusés d'être responsables des désordres du climat attribués aux émissions de gaz à effet de serre dont pâtit un continent qui n'en émet, quant à lui, qu'à peine 5% - une « injustice climatique » appelant réparations.

Le changement climatique, sous ses multiples déclinaisons, a investi toutes les sphères de la société, bénéficiant d'un large écho médiatique. La répétition cependant n'est pas gage de vérité, elle peut en donner l'illusion mais finit par ankyloser la pensée. Tout comme ce fut le cas, des décennies durant, de l'adhésion largement partagée à la doxa marxiste. Chaque époque produit ses œillères idéologiques. Le changement climatique en est une.

Il n'est pas question, bien sûr, d'en nier la réalité, ce serait nier l'évidence, et absurde car le changement est la loi du monde. La paléogéographie en apporte la preuve irréfutable. Les paysages en portent l'empreinte. Mais l'obsession climatique qui se manifeste depuis quelques décennies et se nourrit au spectacle des catastrophes naturelles introduit un biais scientifique en occultant ou minimisant d'autres

[2] Citons à cet égard le centre agro-hydrométrique (Agrhymet) de Niamey, institution spécialisée du Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) créé à la suite des grandes sécheresses des années 1970, qui assure notamment un suivi agrométéorologique régional

paramètres qui composent le nexus des causalités. Il est évidemment plus difficile d'embrasser la complexité d'un système multifactoriel que de réduire la réalité à des chaînes causales linéaires.

La question de la vérité, non pas comme un dogme, mais comme une quête incluant le doute scientifique est ici posée. Le savoir – premier terme de la devise de notre Académie – se trouve aujourd'hui confronté à la prolifération de « vérités alternatives » colportées dans l'anonymat des réseaux sociaux, « le dévoiement des nouvelles technologies frayant la voie à la désinformation, à la propagation de fausses nouvelles et à l'obscurantisme »[3]. Les croyances prospèrent quand vacille la flamme de la vérité. Le débat d'aujourd'hui n'est pas anodin.

Le changement climatique interpelle, divise l'opinion, suscite des angoisses quant à l'avenir. Placer le **nexus** au cœur de la réflexion permet d'aborder sereinement des questions de fond, d'endiguer la part d'irrationnel de l'humanité. Non pas parce que le terme est à la mode : je pense, entre autres, au dernier livre de Yuval Noah Harari « *Nexus. Une brève histoire des réseaux d'information de l'âge de pierre à l'IA* »[4]. Mais parce qu'il est la voie la plus sûre de dévoilement d'un réel toujours complexe.

La santé en est un bon exemple. En publiant « *Médecine tropicale* » en 1972, Marc Gentilini insista pour que les questions proprement médicales soient précédées d'une présentation géographique du monde tropical, afin de souligner l'importance du milieu dans la propagation des endémies, dans la foulée des travaux prémonitoires de Max Sorre sur les « complexes pathogènes »[5]. Dans la cinquième édition, datée de 1993, les premières 60 pages sont ainsi consacrées au climat, aux écosystèmes tropicaux et à leur interaction avec les maladies, à la population, à la faim dans le monde, au sous-développement, avant que soient abordées les questions de santé : illustration exemplaire du nexus.

A l'opposé extrême de cette approche holistique, des publications sans cesse plus nombreuses ont fait florès, érigeant le climat en ultime arbitre de l'histoire du monde. Le climat relaya opportunément la fin de la guerre froide et l'effacement du communisme. Le rapport Brundtland (1987), la création du GIEC (1988)[6], le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro enfin (1992) ouvraient une ère nouvelle. Le dérèglement climatique prit une place centrale dans toute réflexion sur le devenir de la planète. Émettre des réserves sur les causes anthropiques du réchauffement condamnait à être excommunié, marqué du sceau infamant du « climato-scepticisme », à être privé des financements qui ont abondé les projets allant dans le sens de cette nouvelle représentation du monde.

---

[3] Roland Pourtier, Discours d'ouverture, Cérémonie du centenaire de l'Académie, *Mondes et Cultures*, 26 mai 2023, p. 9.
[4] Yuval Noah Harari « *Nexus. Une brève histoire des réseaux d'information de l'âge de pierre à l'IA* »[4], Albin Michel, 2024.
[5] Max Sorre, *« Les fondements écologiques de la géographie humaine. Essai d'une écologie de l'homme* », Paris, Colin, 1943.
[6] Créé par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement PNUE, deux institutions des Nations unies.

Le climat fait l'objet d'une intense dramatisation. « *Climate Wars. The Fight for Survival as the World Overheats »*[7] publié en 2010, fut un best seller, suivi d'une quantité de publications, plus apocalyptiques les unes que les autres. La surenchère entre éditorialistes, politiques, experts autoproclamés a conduit à un emballement déraisonnable. On n'a pas oublié l'engagement d'Al Gore contre le réchauffement climatique, ni le documentaire qu'il a inspiré « *Une vérité qui dérange* »[8]. En revanche, « *L'imposture climatique : ou la fausse écologie »*[9] de Claude Allègre, prenant le contre-pied de l'air du temps, n'a pas eu grand succès.

J'emprunte à un petit livre de Bruno Tertrais, « *Les guerres du Climat. Contre-enquête sur un mythe moderne* »[10], quelques déclarations significatives de personnalités politiques :

-Barack Obama, prix Nobel de la paix en 2009 : le changement climatique risquerait de provoquer « *davantage de sécheresses, davantage de migrations de masse – toutes choses qui alimenteraient les conflits pendant des décennies* ». John Kerry renchérissait en agitant l'épouvantail du réchauffement climatique, « *arme de destruction massive* ».

-Laurent Fabius : « *Le dérèglement climatique (...) favorisera de plus en plus les grandes vagues de réfugiés et les conflits violents dans les pays en développement* » (Libération, 17 mars 2015).

-François Hollande : « *Parce que l'Afrique sera frappée de désertification, parce que les lacs comme le lac Tchad s'assècheront, les guerres surviendront et provoqueront des déplacements de population* » (Le Figaro 24 septembre 2015).

Des déclarations aussi péremptoires laissent perplexes. Outre qu'elles colportent une vision aveugle à la complexité du réel, elles contribuent à instiller des peurs irrationnelles.

Le lac Tchad au demeurant n'est pas en train de s'assécher. Il n'est plus question de « sauver le lac Tchad » thème d'un colloque qui eut lieu à N'Djamena en 2010 lors d'un forum du développement durable réuni à l'initiative du journaliste Émile Malet. Géraud Magrin et moi y participions[11]. Dans ces années 2010 le lac, emblème de la catastrophe climatique annoncée du continent africain, se remplissait contredisant les Cassandre. Sa cartographie montrait un état des lieux, entre eaux libres et marécages,

[7] Gwynne Dyer, « *Climate Wars. The Fight for Survival as the World Overheats »,* Oneworld Publications, London, 2010.
[8] David Guggenheim, « *An Inconvenient Truth* », documentaire sorti aux États-Unis, 2006.
[9] Claude Allègre, « *L'imposture climatique : ou la fausse écologie »,* Paris, Plon, 2010.
[10] Bruno Tertrais, « *Les guerres du Climat. Contre-enquête sur un mythe moderne* », Paris, CNRS éditions, 2016.
[11] Suite à ce colloque un atlas du lac Tchad a été réalisé : Géraud Magrin, Jacques Lemoalle, Roland Pourtier, « *Atlas du lac Tchad* », Passages, 2ème trim. 2015, n° spécial 183, diffusion IRD.

comparable à celui du premier relevé précis effectué en 1908 par la mission Tilho[12]. La variabilité et l'incertitude sont des constantes des milieux sahéliens.

Sans empiéter sur la présentation de Géraud Magrin, je tenais à souligner d'emblée deux choses. Premièrement, l'analyse d'un espace, en Afrique ou ailleurs, varie en fonction de l'échelle spatiale d'observation et de sa temporalité. La mise en miroir du local et du global s'impose pour rendre compte de la diversité de réponse des sociétés humaines à des environnements affectés par des changements planétaires. Deuxièmement, ces changements sont toujours multifactoriels. Un des défis de la science est de démêler les composants de ce nexus articulant nature et action humaine, climat et société, et d'en expliciter les interactions. C'est un préalable à la mise en œuvre des réponses les mieux adaptées aux transformations prévisibles des environnements dont la terre est le théâtre.

Depuis l'élection de Donald Trump, la question climatique a pris un tour nouveau. Le président de la première puissance mondiale revendique publiquement son climato-scepticisme et mène depuis son investiture une politique délibérément « anti-climat » voire anti-science, tout en favorisant le développement des énergies fossiles. « *Drill baby drill* » : l'apophtegme triomphant du trumpisme, va à l'encontre de décennies d'actions dictées par le réchauffement climatique. Les mesures prises par le Président américain ont été un coup de tonnerre. Elles ne peuvent laisser indifférent : retrait des États-Unis de l'accord de Paris, dès le 20 janvier 2025, réitérant une décision prise sous son premier mandat ; réduction des financements de l'Agence nationale d'observation des océans et de l'atmosphère (NOAA) ; arrêt du financement de la base de données recensant les catastrophes climatiques de grande ampleur (feux de forêt, tornades, ouragans) ; annulation du plan de financement de l'action climat internationale des États-Unis etc.

A ces décisions visant le climat s'ajoutent le retrait de l'Organisation mondiale de la santé, la privant de ressources importantes, et la suppression de 90 % des financements de l'USAID, deux décisions aux conséquences désastreuses pour les pays pauvres, notamment en Afrique. Les protestations de scientifiques, la lettre ouverte de l'Académie des sciences au peuple américain sont restées, jusqu'à présent, sans effet. Les opposants politiques à Trump paraissent sonnés par ses extravagances.

Ce contexte n'est sans doute pas étranger à la parution, pas plus tard qu'hier, 14 mai, d'un livre militant, *« Les orphelins de la planète »*[13]. Je n'ai pas eu le temps de le lire, mais Jean Jouzel, un des co-auteurs en a fait une présentation dimanche 11 mai sur France Inter, dont je cite de mémoire quelques extraits « Nous sommes au bord du gouffre… Les faits sont là. On sait. L'action humaine est la cause du réchauffement. Il n'y a pas de doute. Si nous ne faisons rien nous allons à la catastrophe » etc. Et de dénoncer un mode de consommation insoutenable, l'accroissement des inégalités, l'injustice climatique,

[12] Jean Tilho, *Documents scientifiques de la mission Tilho (1906-1909),* Paris Imprimerie nationale, 1911.
[13] Alain Grandjean, Claude Henry, Jean Jouzel, « *Les orphelins de la planète* », Paris, Grasset, 2025.

les prédateurs pétroliers. Un chapitre de ce livre intitulé « La deuxième ère coloniale », dénonce « *un ordre colonial fondé sur le pillage des ressources naturelles et les dégradations de la planète* ». « *Les pays développés asphyxient les autres* » avec pour conséquence que « *l'on attend des centaines de millions de 'réfugiés du climat' d'ici vingt-cinq ans* ». Tout y est.

L'outrance d'un plaidoyer qui recycle en l'actualisant au fil des rapports du GIEC et des COP ce qui se dit depuis des décennies dans la mouvance écologique ne fait pas progresser la connaissance quand elle n'altère pas le jugement. Sans doute les auteurs sont-ils poussés par l'urgence d'une réponse aux menaces que Donald Trump fait peser sur la science, à ses choix en faveur des énergies fossiles, à sa désinvolture envers l'avenir du monde. Les débats autour du climat, ce n'est pas nouveau, sont rarement sereins. Ce qui est nouveau c'est leur violence. Cela nous interpelle. Pourquoi la question du climat est-elle devenue aussi passionnelle, par suite irrationnelle ?

Je referme cette parenthèse ouverte par l'actualité pour revenir à un point particulier du nexus. L'extrême focalisation sur le climat conduit à une cécité démographique. La croissance inédite de la population africaine est pourtant le marqueur le plus indiscutable de la spécificité actuelle de l'Afrique. Entre 1950 et 2050, la population africaine aura été multipliée par plus de 10, passant de 220 millions d'habitants à une prévision de 2 milliards et demi. La part de l'Afrique dans la population mondiale se hissant dans le même temps de 8,5% à 25%. C'est un bouleversement sans précédent tant pour le continent que pour ses relations au reste du monde.

Il ne faut pas tomber, naturellement, dans un catastrophisme néomalthusien symétrique de l'éco-anxiété. Le livre retentissant de Paul et Anne Ehrlich « *La bombe P* »[14], paru en 1968, prophétisait une prochaine famine mondiale : elle n'a pas eu lieu. Le renversement spectaculaire de la politique chinoise prônant l'enfant unique, et la généralisation de la transition démographique ont fortement infléchi les courbes de croissance. Sauf en Afrique, plus précisément en Afrique tropicale, composée de l'Afrique occidentale, centrale et orientale de la nomenclature onusienne.

Ce vaste ensemble, cœur de l'« Afrique noire », constitue le dernier bastion mondial des fécondités élevées. Le nombre d'enfants par femme a certes commencé sa décrue, mais il est encore de 6 au Tchad, en RCA, au Niger, en Somalie, en RDC. De tels taux n'existent plus, nulle part ailleurs. Il en résulte que la population africaine est la plus jeune du monde, comptant 45% de moins de 15 ans. Le contraste avec l'Europe est saisissant. Stephen Smith en a tiré un livre en phase avec les peurs que suscite l'immigration, « *La ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route vers le Vieux Continent* »[15].

[14] Paul et Anne Ehrlich, « *The Population Bomb*», New York, Ballantine Books, 1968, traduction française , Les Amis de la terre, 1971.
[15] Stephen Smith, « *La ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route vers le Vieux Continent* », Paris, Grasset, 2018.

Cette question de l'immigration africaine est devenue politiquement très sensible, encombrée d'idéologie et de positions partisanes. Bien que les causes des migrations soient multiples et complexes on observe une tendance, portée par de nombreuses ONG, à les imputer au dérèglement climatique. Le concept de « migrant climatique » de « réfugié climatique » ou de « déplacé climatique » n'a pas de qualification juridique précise tant il est difficile de faire la part des choses entre des facteurs qui interagissent. En Afrique, le nombre de déplacements forcés a explosé ces dernières années. Le Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC) de Genève, évalue leur nombre à 35 millions en 2023, soit la moitié du total mondial. Parmi eux, 32,5 millions sont attribués aux conflits et violences (c'est le cas notamment au Soudan, en RDC, en Éthiopie, en Somalie, au Nigeria). Ces déplacements sont clairement liés aux guerres civiles. Tout comme ceux des 10 millions de réfugiés, principalement au Soudan, Soudan du Sud, et en RDC. L'IDMC estime toutefois que les déplacements consécutifs à des catastrophes naturelles sont en augmentation depuis une quinzaine d'années, dus très majoritairement aux inondations.

Les changements climatiques et environnementaux ont, sans nul doute, une part de responsabilité dans les désordres économiques et sociaux et les déplacements de population, mais mon hypothèse est que la compétition démographique pour l'accès et le partage des ressources constitue le principal carburant du **nexus**. Saturation foncière, conflits entre agriculteurs et éleveurs pour l'usage de la terre et de l'eau dans des sociétés encore majoritairement agricoles, conséquences d'une urbanisation anarchique, embrigadement de jeunes désoeuvrés dans des mouvements politico-militaires alimentent des crises structurellement liées aux déséquilibres croissants entre populations et ressources.

Les travaux du politologue canadien Thomas Homer-Dixon, notamment « *Environment, scarcity and violence* »[16], ont mis l'accent sur cette question de la rareté, en relation avec les changements environnementaux. En Afrique, la rareté résulte dans une large mesure de l'approfondissement du fossé entre l'offre de la nature, en dépit des progrès dans les techniques de production, et une demande sociale qui explose au rythme de la croissance démographique. C'est un des objets du débat d'aujourd'hui, à distance des caricatures stigmatisant pêle-mêle « néo-malthusianisme » et « climato-scepticisme », avec pour ambition de comprendre les dynamiques de sociétés confrontées simultanément au poids du nombre et au changement de leur environnement.

Ce débat s'inscrit d'une certaine façon dans le prolongement de la séance du 8 avril 2022, « *Les conséquences de la mondialisation sur l'évolution du vivant et sur la santé : entre dispersion, opportunisme et adaptation* » qu'avaient coordonnée Christian Lévêque et Jean-François Turenne. Je souhaite qu'aujourd'hui nous poursuivions ce travail de réflexion, dans la conviction que la

[16] Thomas Homer-Dixon, « *Environment, scarcity and violence »,* Princeton University Press, 1999.

compréhension du monde ne repose pas sur la réplication mécanique des représentations en vogue, mais sur les interrogations créatrices stimulées par le **nexus**.

15 mai 2025

-